



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Sous-direction de l'environnement

4^{ème} bureau
Milieux Naturels et Paysages

ARRETE PREFECTORAL N° 2008-2380
portant approbation du plan de prévention des risques naturels d'inondation
sur le territoire des communes du Grand Lyon exposées aux débordements
directs et indirects du Rhône et de la Saône sur le secteur Rhône-Aval.

*Le Préfet de la zone de défense sud-est,
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

- VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L 562-1 à L 562-9 et R 123-1 à R 123-23 ;
- VU le code de l'urbanisme,
- VU le code de la construction et de l'habitation ;
- VU le code des assurances, et notamment ses articles L 125-1 à L 125-6 ;
- VU la loi n°87-575 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques naturels ;
- VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
- VU l'arrêté préfectoral N° 2004-1013 du 7 janvier 2004 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation sur le territoire des communes du Grand Lyon exposées aux débordements directs et indirects du Rhône et de la Saône ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2007 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le secteur Rhône Aval relative au plan de prévention des risques naturels d'inondation sur le territoire des communes du Grand Lyon exposées aux débordements directs et indirects du Rhône et de la Saône.

... / ...

- VU l'avis défavorable de la commune d'OULLINS en date du 26 Avril 2007 ;
- VU l'avis favorable de la commune de PIERRE-BENITE en date du 9 mai 2007 ;
- VU l'avis favorable de la commune de SOLAIZE en date du 15 mai 2007 ;
- VU l'avis défavorable de la commune de LA MULATIERE en date du 2 juillet 2007 (hors délai) ;
- VU l'avis réputé favorable de la commune de VERNAISON ;
- VU l'avis réputé favorable de la commune de SAINT FONS ;
- VU l'avis réputé favorable de la commune d'IRIGNY ;
- VU l'avis réputé favorable de la commune de FEYZIN ;
- VU l'avis réservé de la communauté urbaine de Lyon en date du 9 juillet 2007 (hors délai) ;
- VU l'avis favorable du conseil général du Rhône en date du 7 mai 2007 ;
- VU l'avis favorable du centre régional de la propriété forestière en date du 16 avril 2007 ;
- VU l'avis favorable de la chambre d'agriculture du Rhône en date du 11 mai 2007 ;
- VU l'avis réputé favorable du conseil régional ;
- VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 27 septembre au 27 octobre 2007 ;
- VU le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête ;
- VU le rapport de synthèse du Service Navigation Rhône-Saône ;
- VU les pièces du dossier concernant le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation sur le territoire des communes du Grand Lyon exposées aux débordements directs et indirects du Rhône et de la Saône sur le secteur Rhône Aval ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Rhône ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations sur le territoire des communes du Grand Lyon exposées aux débordements directs et indirects du Rhône et de la Saône sur le secteur Rhône aval.

.... / ...

Ce plan de prévention des risques comprend :

- une note de présentation ;
- un règlement ;
- trois cartes de zonage réglementaire au 1/5000^{ème} ;
- trois cartes des aléas au 1/5000^{ème} ;
- une carte des enjeux.

ARTICLE 2 : Ce plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation vaut servitude d'utilité publique et devra être annexé au plan local d'urbanisme de la communauté urbaine de Lyon conformément aux dispositions de l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté ainsi que le plan qui lui est annexé seront tenus à la disposition du public.

- Au siège de la communauté urbaine de Lyon ;
- En mairies des communes de LA MULATIERE, OULLINS, PIERRE-BENITE, IRIGNY, VERNAISON, SAINT FONTS, FEYZIN et SOLAIZE
- En préfecture du Rhône ;
- Au service de navigation Rhône-Saône à LYON.

ARTICLE 4 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif compétent territorialement dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 5 : Publicité :

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le présent arrêté est :

- 1) publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône ;
- 2) affiché, aux lieux habituels d'affichage et éventuellement en tout autre lieu, en mairies précitées, ainsi qu'au siège de la communauté urbaine de Lyon *pendant une durée minimum d'un mois* selon tous les procédés en usage ; procès verbal de cette formalité sera dressé par les soins du maire et du président de la communauté urbaine ;
- 3) un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais du SNRS dans un journal diffusé dans tout le département.

.... /

ARTICLE 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Rhône, les maires de LA MULATIERE, OULLINS, PIERRE-BENITE, IRIGNY, VERNAISON, SAINT FONTS, FEYZIN et SOLAIZE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Ms les commissaires enquêteurs ;
- M. le président du tribunal administratif de Lyon ;
- M. Le président du conseil régional Rhône-Alpes
- M. le président du conseil général du Rhône ;
- M. le président de la communauté urbaine de Lyon ;
- M. le président de la chambre d'agriculture du Rhône ;
- M. le président du centre régional de la propriété forestière ;
- M. L'ingénieur en chef, chef du service navigation Rhône Saône
- M. le directeur du service interministériel de défense et de protection civile du Rhône ;
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;
- M. le directeur régional de l'environnement ;
- M. le directeur départemental de l'équipement du Rhône ;
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt du Rhône ;
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales du Rhône ;

A LYON, le 5 JUIN 2008

Le Préfet,

Jacques GÉRAULT